

CONTEXTE ET METHODOLOGIE

Des violences intercommunautaires ont éclaté en décembre 2013 et provoqué le déplacement interne et transfrontalier de personnes. La République Centrafricaine continue de faire face à des niveaux élevés d'insécurité et de violences entre groupes armés dans la majeure partie du pays, provoquant régulièrement de nouveaux déplacements.

En réponse à la crise, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie sa matrice de suivi des déplacements (DTM) depuis décembre 2013 pour collecter des informations capitales aidant à informer les acteurs humanitaires sur le nombre, les tendances, les conditions et les besoins des personnes affectées par le conflit. Les données sont collectées auprès d'informateurs clés (autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés, gestionnaires de sites officiels), et analysées pour dégager les informations essentielles.




La situation sécuritaire instable et imprévisible qui prévaut dans le pays limite la couverture géographique du fait des restrictions d'accès et risques encourus par les équipes sur le terrain.

Ce Dashboard présente les informations collectées du **20 Mars au 30 Avril 2019** dans 9 préfectures (Bamingui-Bangoran, Bangui, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka, et Ouham Pendé).

RÉSUMÉ
Couverture géographique

-  **9** Préfectures
- 31** Sous-préfectures
- 1 290** Villages
- 39** Sites officiels

Catégories de populations mobiles

-  **463 699** PDI (-20%)
-  **454 378** Retournés de RCA (+21%)
-  **130 259** Retournés d'autre pays (+10%)

Démographie

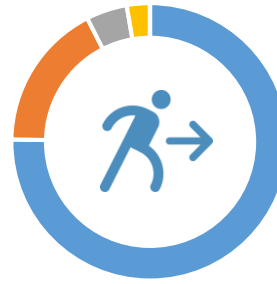
-  **49%** Homme
-  **59%** Mineurs, dont **46%** < 5 ans
-  Taille moyenne des ménages: **7**

Abris

-  Familles d'accueil: **53%** des ménages
-  Habitation D'origine: **26%** des ménages
-  Site Officiel: **17%** des ménages
-  Location : **3%** des ménages
-  Air libre: **1%** des ménages

MOTIFS DE DÉPLACEMENT ET DE RETOUR

Personnes Déplacées Internes



Raison de déplacement	Individus
Attaque sur la localité d'origine	75%
Conflits intercommunautaires	17%
Conflit armés sur localités voisines	5%
Autres	3%
Catastrophes naturelles	<1%
Total	100%

Retournés de RCA (anciennes PDI)



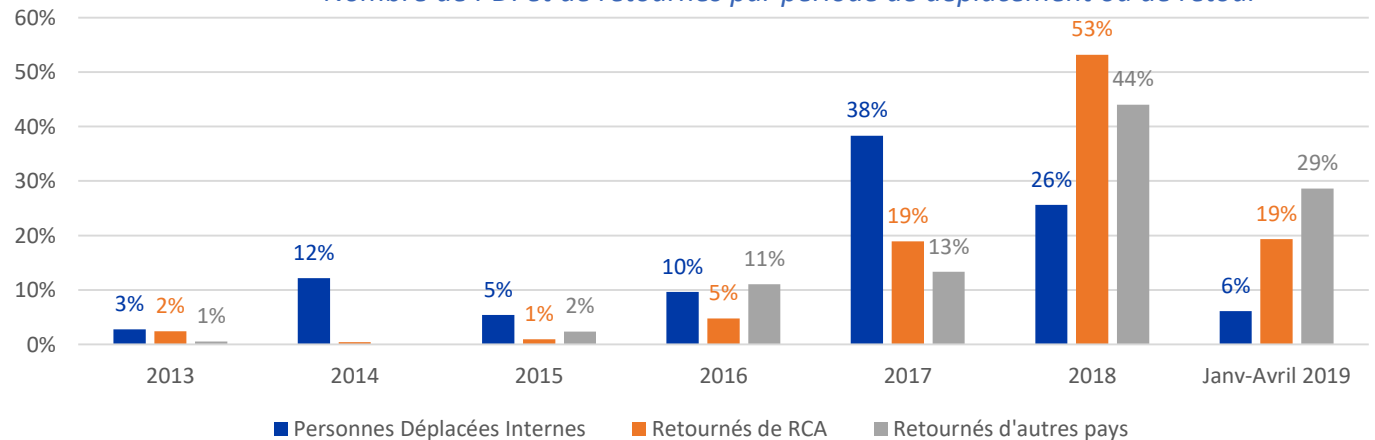
Raison de retour	Individus
Meilleure sécurité	48%
Raisons économiques	35%
Raisons familiales	11%
Discrimination/persécution	4%
Autre	2%
Total	100%

Retournés d'autres pays



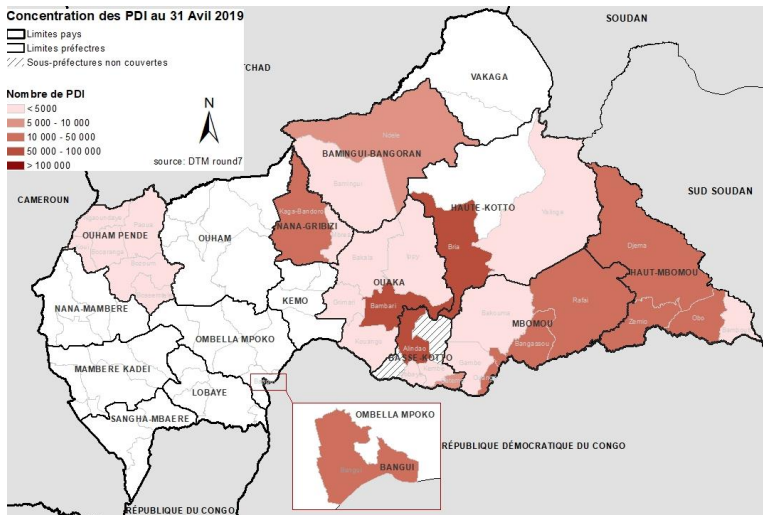
Raison de retour	Individus
Meilleure sécurité	47%
Raisons économiques	33%
Raisons familiales	9%
Discrimination/persécution	6%
Autre	4%
Expulsion	<1%
Total	100%

Nombre de PDI et de retournés par période de déplacement ou de retour



* Du fait qu'elles soient incomplètes, les données désagrégées de la Nana-Gribizi ne sont pas incluses dans ces analyses. Les effectifs sont quant à eux exacts.

PERSONNES DEPLACÉES INTERNES



Les PDI représentent 44 pour cent de la population mobile de ce round 7. Un total de **463 699 personnes déplacées internes (PDI)**, soit 94 870 ménages, a été identifié au sein de 31 sous-préfectures et 836 localités évaluées (80% des localités évaluées).

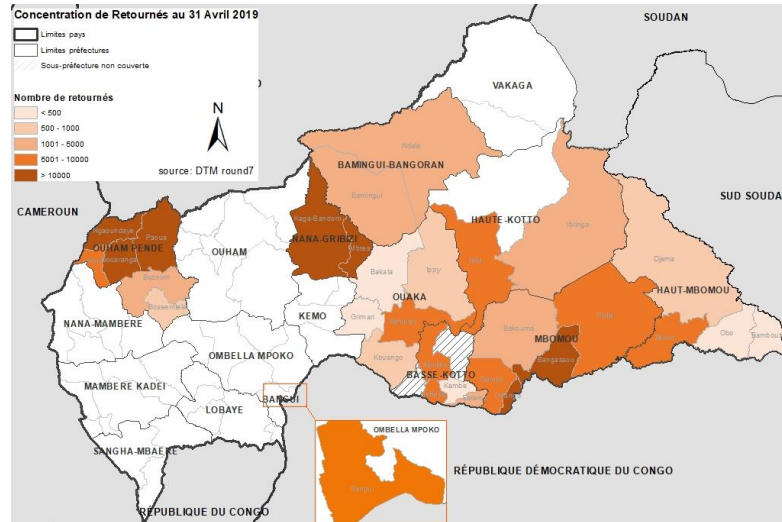
48 pour cent des déplacements s'étant produits entre décembre 2018 et avril 2019, ont eu lieu à l'intérieur de la même sous-préfecture, tandis que 39 pour cent des nouvelles PDI se sont déplacées vers une autre sous-préfecture de la même préfecture. 12 pour cent des déplacements ont eu lieu entre deux préfectures.

32 pour cent des localités d'accueil de PDI sont fragilisées du fait de la présence de transhumants armés, tandis que 21 pour cent des localités ont une présence d'individus armés constituant une menace pour les populations déplacées et les populations hôtes.

Les conflits armés dans le lieu de provenance (75%), les conflits intercommunautaires (17%), les déplacements préventifs (5%) et d'autres raisons (3%) sont les causes principales du déplacement.

** Du fait qu'elles soient incomplètes, les données désagrégées de la Nana-Gribizi ne sont pas incluses dans ces analyses. Les effectifs sont quant à eux exacts.*

RETOURNÉS DE RCA (ANCIENNES PDI)



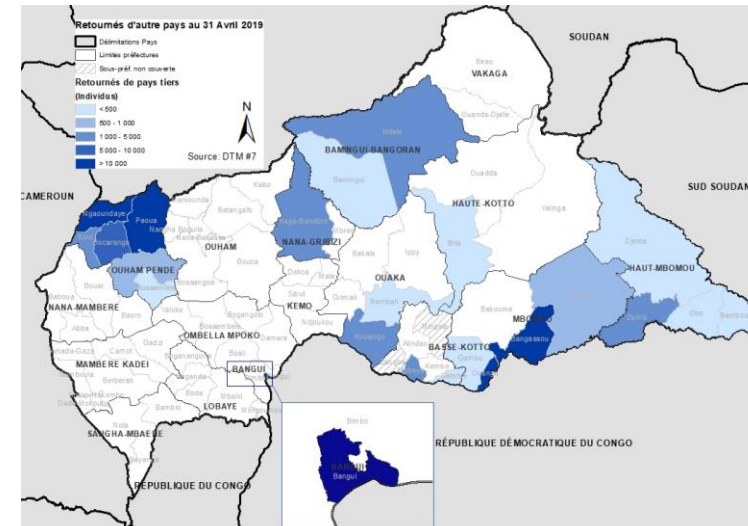
Les retournés de RCA représentent 43 pour cent de la population mobile de ce round 7. Un total de **454 378 anciennes PDI**, soit 90 279 ménages, a été identifié dans 30 sous-préfectures (1 090 localités, soit 84% des localités évaluées).

Entre décembre 2018 et avril 2019, les flux de retour ont en grande majorité été inter-sous-préfecturaux (86%), tandis que 8 pour cent étaient intra-sous-préfecturaux (8%) et 6% étaient inter-préfecturaux. Les retours ont majoritairement eu lieu au sein des préfectures de l'Ouham-Pendé, Mbomou, Ouaka, et Nana-Gribizi. Certains retours inter-préfecturaux ont eu lieu depuis la Nana-Gribizi vers l'Ouham et Bamingui-Bangoran.

La période d'observation a été caractérisée par la présence de transhumants armés (perçue comme une menace dans 45% des localités de retour), qui a entraîné un certain nombre de retour forcés.

Les retours observés entre décembre 2018 et avril 2019 sont motivés par des besoins économiques (60%), l'amélioration de la sécurité en zone de retour (31%), des motifs familiaux (4%) et d'autres facteurs non indiqués (4%).

RETOURNÉS D'AUTRE PAYS



Un total de **130 259** retournés de l'étranger, soit 26 641 ménages, vivent dans 23 des sous-préfectures couvertes. Ils ont été identifié au sein de 523 localités (41% du total de localités évaluées).

Tous les retournés de l'étranger observés entre décembre 2018 et avril 2019 sont revenus du Tchad (vers l'Ouham-Pendé), du Cameroun (vers l'Ouham-Pendé) et de la République Démocratique du Congo (RDC) (vers le Haut-Mbomou, Mbomou et Ouaka). Certains de ces retours, observés dans le Sud-Est (sous-préfectures de Zémio et Obo dans le Haut-Mbomou), reflètent des mouvements pendulaires: des personnes qui s'étaient déplacées pour une courte durée en RDC sont revenues dans leur sous-préfecture d'origine en RCA.

RD Congo



51 218 individus (39%)

Tchad



39 130 individus (30%)

Cameroun



38 062 individus (29%)